

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2002 — 4276

[C — 2002/31571]

10 OCTOBRE 2002. — Arrêté n° 2001/102 du Collège de la Commission Communautaire française relatif aux congés de courte durée applicables aux agents des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française modifié par les arrêtés du 4 juillet 1996, 11 décembre 1997, 4 mars 1999, 24 février 2000, 18 janvier 2001 et 10 mai 2001;

Vu le protocole n° 2002/7 du 28 mars 2002 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 janvier 2001;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 07 février 2002;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions du 21 mars 2002;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 15 mars 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 33.723/2/V du Conseil d'Etat donné le 20 août 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il convient de fixer les conditions d'obtention des congés de courte durée applicables aux membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel nommés à titre définitif et aux stagiaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

CHAPITRE 1^{er}. — *Des vacances annuelles*

Art. 3. L'agent a droit à 35 jours ouvrables par an de congé de vacances.

Il bénéficie d'un supplément de congé annuel de vacances :

1. d'un jour ouvrable après cinq années d'ancienneté de service;
2. de deux jours après dix années d'ancienneté de service;

Art. 4. L'agent jouit d'un congé annuel de vacances supplémentaires dont la durée est fixée comme suit selon l'âge :

1. à 60 ans : un jour ouvrable,
2. à 61 ans : deux jours ouvrables,
3. à 62 ans : trois jours ouvrables,
4. à 63 ans : quatre jours ouvrables,
5. à 64 ans : cinq jours ouvrables.

Art. 5. Les congés de vacances sont pris selon les convenances de l'agent tout en tenant compte des nécessités du service. L'agent a droit à un congé de vacances d'au moins dix jours ouvrables consécutifs.

Par semaine de congés de vacances, il faut entendre cinq jours ouvrables soit 37 h 30 m.

Par jour de congé de vacances, il faut entendre 7 h 30 m.

Par demi-jour de congé de vacances, il faut entendre 3h45.

Art. 6. L'agent a le droit de prendre, dans les limites des trente-cinq jours ouvrables, quatre jours ouvrables de congé sans que l'intérêt du service puisse lui être opposé pour prendre soin d'une personne habitant sous son toit qui est victime d'une maladie ou d'un accident.

Par personne vivant sous le même toit, il faut entendre : le conjoint, la personne avec laquelle il vit en couple, un parent soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple, une personne accueillie en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officielle. L'agent doit produire un certificat médical attestant :

1. la maladie ou l'accident;
2. la nécessité impérieuse de la présence de l'agent.

Art. 7. Si l'agent a utilisé les quatre jours ouvrables visés à l'article 6, alinéa premier, ou s'il a utilisé intégralement les jours ouvrables prévus à l'article 2, il a droit à deux jours ouvrables supplémentaires pour les mêmes motifs et dans les mêmes conditions qu'à l'article 6.

Art. 8. Le congé annuel est pris dans l'année civile, selon les modalités fixées par le fonctionnaire dirigeant.

Art. 9. Toute période d'activité de service donne droit aux vacances annuelles. Ces dernières sont réduites à due concurrence :

1. lorsque l'agent entre en service dans le courant de l'année ou démissionne de ses fonctions;

2. lorsqu'il obtient au cours de l'année des congés :

— pour accomplir un stage ou une période d'essai auprès d'un autre service public;

— pour présenter sa candidature aux élections législatives, provinciales, régionales, européennes et communales;

— pour des raisons impérieuses d'ordre familial;

— en raison d'un départ anticipé à mi-temps;

— en application de la semaine volontaire de quatre jours;

— pour interruption de la carrière professionnelle;

— lorsque l'agent est en congé pour mission;

— les absences pendant lesquelles l'agent se trouve dans la position administrative de non-activité ou de disponibilité donnent également lieu à une réduction proportionnelle du congé de vacances.

Le nombre de jours ainsi calculé est toujours un jour complet. Ce nombre est arrondi au jour complet supérieur.

Art. 10. Les jours de vacances fixés dans le présent chapitre sont suspendus en cas de maladie pour autant que le contrôle médical soit possible.

Art. 11. Le congé annuel de vacances est assimilé à une période d'activité de service. Il en est de même pour les deux jours supplémentaires prévus à l'article 5, alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 2. — *Des jours fériés*

Art. 12. § 1^{er}. L'agent est en congé les jours fériés légaux, ainsi que les 27 septembre, 2 et 15 novembre et le 26 décembre.

§ 2. Les jours de congés visés au § 1^{er} qui coïncident avec un samedi ou un dimanche sont compensés moyennant le respect du bon fonctionnement du service.

§ 3. L'agent qui en vertu du régime de travail qui lui est applicable ou en raison des nécessités du service, est obligé de travailler l'un des jours mentionnés au § 1^{er} obtient en substitution des jours de vacances qui sont pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

§ 4. Les congés visés au présent article sont assimilés à une période d'activité de service.

CHAPITRE 3. — *Du congé exceptionnel*

Art. 13. Des congés exceptionnels sont accordés dans les limites fixées ci-après :

1. le changement de résidence ordonné dans l'intérêt du service : deux jours ouvrables.

2. la participation à un jury de Cour d'assises et ce, pour la durée de la session.

Les congés visés au présent article sont rémunérés et sont assimilés à une période d'activité de service.

CHAPITRE 4. — *Du congé pour raisons familiales*

Section 1^{re}. — Des congés de circonstance

Art. 14. L'agent obtient, dans les limites fixées ci-après, un congé à l'occasion des événements suivants :

1. le mariage de l'agent ou la célébration de cohabitation légale : quatre jours ouvrables.

2. l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple au moment de l'évènement : quatre jours ouvrables.

3. le décès du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vivait en couple : quatre jours ouvrables.

4. le décès d'un parent au premier degré soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple : quatre jours ouvrables.

5. le mariage ou la célébration de cohabitation légale d'un enfant de l'agent ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple : deux jours ouvrables.

6. le décès d'un parent, à quelque degré que ce soit, soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple habitant sous le même toit que l'agent : deux jours ouvrables.

7. le décès d'un parent jusqu'au troisième degré n'habitant pas sous le même toit que l'agent : un jour ouvrable.

Si l'évènement se produit au cours d'une période de travail à temps partiel, la durée du congé est réduite à due concurrence.

Les congés visés au présent article sont assimilés à une période d'activité de service.

Section 2. — Du congé pour des motifs impérieux d'ordre familial

Art. 15. Un agent a droit à un congé de maximum quarante-cinq jours ouvrables par année civile en raison de :

1. l'hospitalisation d'une personne habitant sous le même toit que l'agent, ou d'un parent ou allié au premier degré n'habitant pas sous le même toit que l'agent;
2. la garde de ses enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 15 ans.

Si le congé pour des motifs impérieux d'ordre familial est pris au cours d'une période de travail à temps partiel, sa durée est réduite à due concurrence.

Art. 16. Ce congé n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Section 3. — Du congé parental

Art. 17. Un congé parental de trois mois est accordé à l'agent en activité de service, après la naissance ou l'adoption d'un enfant. Ce congé doit être pris avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de 10 ans. Le congé ne peut être fractionné que par mois et ne peut être pris que par jour entier.

Art. 18. Le congé parental n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Section 4. — Du congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle

Art. 19. L'agent peut obtenir un congé lorsqu'un enfant de moins de dix ans est accueilli dans sa famille en vue de son adoption ou de sa tutelle officielle.

La durée maximum du congé est de quatre semaines si l'enfant accueilli a atteint l'âge de trois ans et de six semaines s'il n'a pas encore atteint cet âge.

La durée maximum du congé d'accueil est doublée lorsque l'enfant accueilli est handicapé et satisfait aux conditions requises pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ou de l'article 26 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime clés prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

Art. 20. Le congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

CHAPITRE 5. — Du congé de maternité et de paternité

Art. 21. § 1^{er}. Le congé de maternité prévu par l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est assimilé à une période d'activité de service.

§ 2. La rémunération due pour la période pendant laquelle l'agent féminin se trouve en congé de maternité ne peut couvrir plus de quinze semaines ou de dix-sept semaines en cas de naissance multiple.

§ 3. Les périodes d'absences pour maladie dues à la grossesse qui se situent pendant les six semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement sont converties en congé de maternité pour la détermination de la position administrative de l'agent féminin.

Le présent paragraphe est également applicable lorsque les périodes d'absence pour maladie dues à la grossesse se situent pendant les huit semaines qui, en cas de naissance multiple, tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement.

Art. 22. Lorsque l'agent féminin a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement. Durant cette période, l'agent féminin se trouve en congé de maternité.

Par dérogation à l'article 21, la rémunération est due.

Art. 23. Sont assimilées à des journées de travail susceptibles d'être reportées au-delà du congé postnatal les absences suivantes se situant pendant les six semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement :

- 1° le congé annuel de vacances;
- 2° les jours fériés visés à l'article 12;
- 3° les congés visés aux articles 6, 7, et 34;
- 4° le congé pour motifs impérieux d'ordre familial;
- 5° les absences pour maladie à l'exclusion des absences visées à l'article 21, § 3.

Art. 24. En période de grossesse ou d'allaitement, les agents féminins ne peuvent effectuer du travail supplémentaire. Est à considérer comme travail supplémentaire, pour l'application du présent article, tout travail effectué au-delà de 37 h 30 m par semaine.

Art. 25. L'agent qui, en application des articles 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, est dispensé de travail, est mis d'office en congé pour la durée nécessaire. Le congé est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 26. L'article 21 ne s'applique pas en cas de fausse couche se produisant avant le 181^e jour de gestation.

Art. 27. § 1^{er}. Si, à la date de l'accouchement la mère de l'enfant décède ou est hospitalisée, le père de l'enfant obtient, à sa demande, un congé de paternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

§ 2. En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

L'agent qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit l'autorité dont il relève dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début de congé de paternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 3. En cas d'hospitalisation de la mère, l'agent qui est le père de l'enfant peut bénéficier du congé de paternité aux conditions suivantes :

- 1° le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital;
- 2° l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité ne peut débuter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisé par la mère.

L'agent qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit l'autorité dont il relève. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

§ 4. Le congé de paternité est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

Art. 28. L'agent masculin a droit à un congé de paternité de dix jours dans les trois mois qui suivent la naissance d'un enfant.

Ce congé peut être pris par jour entier ou par demi jour. Il est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

CHAPITRE 6. — *Du congé pour raisons médicales ou humanitaires*

Art. 29. Un agent peut obtenir à sa demande une dispense de service pour subir des examens médicaux qui ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de service.

La demande doit être appuyée par un certificat médical.

Art. 30. L'agent obtient un congé pour don de :

1. sang : à concurrence d'un jour;
2. plasma sanguin : à concurrence d'un demi-jour;
3. Plaquettes : à concurrence d'un jour.

Ce congé peut être pris soit le jour même, soit le lendemain, avec un maximum cumulé de quatre jours ouvrables par an.

L'agent doit fournir la preuve de son don de sang, de plasma ou de plaquettes.

Art. 31. L'agent obtient un congé pour don de moelle osseuse, d'organes ou de tissus.

La durée de ce congé est celle requise par l'hospitalisation et la convalescence. Le temps nécessaire pour effectuer les examens médicaux préalables peut également être pris en compte.

La demande doit être appuyée par un certificat médical.

Art. 32. Lorsque le conjoint ou la personne avec laquelle il est en couple ou un membre de leur famille, habitant sous le même toit que l'agent est atteint d'une maladie dont son médecin établit la gravité et le haut degré de contagiosité, ce médecin doit contacter le médecin chef du centre médical du service de contrôle médical du Service de Santé administratif dont relève l'agent afin de déterminer de commun accord les mesures préventives les mieux appropriées, en ce compris la chimioprophylaxie et les congés éventuels.

Art. 33. L'agent peut obtenir un congé pour :

1. suivre les cours de l'école du corps de la protection civile;
2. effectuer en temps de paix des prestations en qualité d'engagé volontaire auprès de ce corps.

Art. 34. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, l'agent peut obtenir un congé de maximum cinq jours ouvrables par an pour accompagner des handicapés et des malades ou pour effectuer d'autres missions humanitaires au cours de voyages et de séjours en Belgique ou à l'étranger.

Ces voyages ou séjours doivent être organisés par un organisme public ou une association dont la mission est la prise en charge de handicapés, de malades ou l'action humanitaire. L'organisme ou l'association doit être reconnue par l'Etat belge ou une de ses entités fédérées.

La demande de congé doit être appuyée par une attestation par laquelle l'association ou l'institution certifie que le voyage ou le séjour est placé sous sa responsabilité.

Art. 35. Les congés pour raisons médicales ou humanitaires sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activités de service.

CHAPITRE 7. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 36. Les congés en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté continuent jusqu'à leur terme à être régis par les anciennes législations.

Art. 37. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002.

Art. 38. Le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 10 octobre 2002.

Par le Collège :

F.-X. de DONNEA,
Membre du Collège chargé de la Fonction publique

E. TOMAS,
Président du Collège

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du Budget

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2002 — 4276

[C — 2002/31571]

10 OCTOBER 2002. — Besluit nr. 2001/102 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verloven van korte duur toegestaan aan de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie gewijzigd bij de besluiten van 4 juli 1996, 11 december 1997, 4 maart 1999, 24 februari 2000, 18 januari 2001 en 10 mei 2001;

Gelet op het protocol nr. 2002/7 van 28 maart 2002 van het Comité van de Sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 januari 2001;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting, gegeven op 7 februari 2002;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met Ambtenarenzaken;

Gelet op het akkoord van de Federale Minister van Pensioenen van 21 maart 2002;

Gelet op de beslissing van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 maart 2001 over het verzoek aan de Raad van State om binnen een termijn van ten hoogste één maand van advies te dienen;

Gelet op het advies nr. 33.723/2/V van de Raad van State, gegeven op 20 augustus 2002, in toepassing van artikel 84, 1^e lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende de noodzakelijke vastlegging van de voorwaarden voor het verkrijgen van verloven van korte duur toepasbaar op de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Op voorstel van het Collegelid belast met Ambtenarenzaken;

Na beraad,

Besluit :

Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de vastbenoemde personeelsleden en op de stagiairs van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK 1. — Jaarlijks vakantieverlof

Art. 3. De ambtenaar heeft recht op een jaarlijks vakantieverlof van 35 werkdagen.

De ambtenaar geniet een bijkomend vakantieverlof :

1. van één werkdag na vijf dienstjaren;
2. van twee dagen na 10 dienstjaren;

Art. 4. De ambtenaar geniet een bijkomend vakantieverlof waarvan de duur naargelang de leeftijd als volgt is bepaald :

- 1^o op zestig jaar : één werkdag;
- 2^o op ééneenzestig jaar : twee werkdagen;
- 3^o op tweeënzestig jaar : drie werkdagen;
- 4^o op drieënzestig jaar : vier werkdagen;
- 5^o op vierënzestig jaar : vijf werkdagen.

Art. 5. Het vakantieverlof wordt genomen naar keuze van de ambtenaar en met inachtneming van de behoeften van de dienst. De ambtenaar heeft recht op een vakantieverlof van minstens 10 opeenvolgende werkdagen.

Als verlofweek dient te worden beschouwd 5 werkdagen, hetzij 37 u. 30.

Als verlofdag dient te worden beschouwd 7 u. 30.

Als halve verlofdag dient te worden beschouwd 3 u. 45.

Art. 6. De ambtenaar heeft het recht om, binnen een periode van 35 werkdagen, vier werkdagen verlof te nemen om te zorgen voor een persoon die onder hetzelfde dak woont en die ziek is of die het slachtoffer is van een ongeval, zonder dat het belang van de dienst hiertegen kan worden ingeroepen.

Als persoon die onder hetzelfde dak woont dient te worden beschouwd : de echtgeno(o)t(e), de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, een bloed- of aanverwant van de ambtenaar, van de echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, een persoon opgenomen met het oog op adoptie of pleegvoogdij.

De ambtenaar moet een doktersattest voorleggen om het volgende te bewijzen :

1. de ziekte of het ongeval;
2. de dringende noodzaak van de aanwezigheid van de ambtenaar;

Art. 7. Als de ambtenaar de vier werkdagen bedoeld in artikel 6, lid 1, of alle werkdagen bepaald in artikel 2, heeft opgenomen, heeft hij/zij recht op twee bijkomende werkdagen voor dezelfde redenen en onder dezelfde voorwaarden als in artikel 6.

Art. 8. Het jaarlijks verlof wordt opgenomen in het kalenderjaar, volgens de voorwaarden die door de leidende ambtenaar zijn vastgelegd.

Art. 9. Elke periode van dienstactiviteit geeft recht op jaarlijks verlof. Dit verlof wordt verminderd :

1. wanneer de ambtenaar in de loop van het jaar in dienst treedt of zijn/haar ambt neerlegt;
2. wanneer de ambtenaar tijdens het jaar verloven heeft verkregen :
 - voor een stage of een proefperiode bij een andere overheidsdienst;
 - om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen van de federale wetgevende kamers, van de gewest- en gemeenschapsraden, van de provincieraden, de gemeenteraden of van de Europese vergaderingen;
 - om dringende redenen van familiaal belang;
 - wegens de halftijdse vervroegde uittreding;
 - voor de vrijwillige vierdagenweek;
 - voor onderbreking van de beroepsloopbaan;
 - voor een opdracht;
 - de afwezigheden waarbij de ambtenaar in de administratieve stand van non-activiteit of disponibiliteit is geplaatst leiden eveneens tot een evenredige vermindering van het vakantieverlof.

Het op die manier berekend aantal dagen betreft altijd volledige dagen. Dit aantal wordt naar boven afgerond tot een volledig aantal dagen.

Art. 10. De vakantieverlofdagen die in dit besluit zijn vastgelegd worden opgeschort in het geval van ziekte voor zover de medische controle mogelijk is.

Art. 11. Het jaarlijks vakantieverlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Hetzelfde geldt voor de twee bijkomende dagen bepaald in artikel 5, lid 1.

HOOFDSTUK 2. — *Feestdagen*

Art. 12. § 1. De ambtenaar heeft verlof tijdens de wettelijke feestdagen, alsook op 27 september, 2 en 15 november en 26 december.

§ 2. De in § 1 bedoelde verlofdagen die samenvallen met een zaterdag of een zondag, worden gecompenseerd, waarbij de goede werking van de dienst niet wordt verstoord.

§ 3. De ambtenaar die krachtens de arbeidstijdregeling die op hem van toepassing is, of ten gevolge van de behoeften van de dienst, verplicht is te werken op één van de dagen bedoeld in § 1, verkrijgt vervangende verlofdagen die kunnen worden genomen onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof.

§ 4. De in dit artikel bedoelde verloven worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

HOOFDSTUK 3. — *Uitzonderlijk verlof*

Art. 13. Uitzonderlijk verlof wordt toegekend binnen de perken zoals hierna bepaald :

1. verandering van standplaats opgelegd in het belang van de dienst : 2 werkdagen;
2. om deel uit te maken van de jury van het Hof van Assisen en dit tijdens de duur van de zitting.

Het verlof bedoeld in dit artikel wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

HOOFDSTUK 4. — *Verlof om familiale redenen*

Afdeling 1. — Omstandigheidsverlof

Art. 14. Omstandigheidsverlof wordt toegekend binnen de perken zoals hierna bepaald :

1. huwelijk van de ambtenaar of viering van het wettelijk samenwonen : vier werkdagen;
2. bevalling van de echtgenote of van de persoon met wie de ambtenaar op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft : vier werkdagen;
3. overlijden van de echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie de ambtenaar samenleefde : vier werkdagen;
4. overlijden van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van de ambtenaar, van de echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft : vier werkdagen;
5. huwelijk of viering van het wettelijk samenwonen van een kind van de ambtenaar of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft : twee werkdagen;
6. overlijden van een bloed- of aanverwant in om het even welke graad van de ambtenaar, van de echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie de ambtenaar onder hetzelfde dak samenleeft : twee werkdagen;
7. overlijden van een familielid tot in de derde graad dat niet onder hetzelfde dak woont als de ambtenaar : een werkdag.

Als de gebeurtenis zich voordoet in de loop van een deeltijdse werkperiode, wordt het verlof verminderd.

Het verlof bedoeld in dit artikel wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 2. — Verlof om dwingende redenen van familiale aard

Art. 15. Een ambtenaar heeft recht op maximaal 45 werkdagen verlof per kalenderjaar wegens :

1. de ziekenhuisopname van een persoon die bij de ambtenaar inwoont, of van een familielid of aanverwant in de eerste graad die bij de ambtenaar niet inwoont;
2. de kinderopvang voor kinderen jonger dan 15 jaar.

Als het verlof om dwingende redenen van familiale aard wordt opgenomen in een deeltijdse werkperiode, wordt het verlof ingekort.

Art. 16. Dit verlof wordt niet bezoldigd. Voor het overige wordt het gelijkgesteld met een bijkomende periode van dienstactiviteit.

Afdeling 3. — Ouderschapsverlof

Art. 17. Aan de ambtenaar in dienstactiviteit wordt, bij de geboorte of de adoptie van een kind, maximaal drie maanden ouderschapsverlof toegestaan. Dit verlof moet worden genomen vóór het kind de leeftijd van 10 jaar heeft bereikt. Het verlof moet worden gesplitst in maanden en moet worden genomen met volledige dagen.

Art. 18. Dit ouderschapsverlof wordt niet bezoldigd. Het wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 4. — Opvangverlof met het oog op de adoptie of de pleegvoogdij

Art. 19. Een opvangverlof wordt toegestaan aan de ambtenaar die een kind beneden de tien jaar opneemt in zijn of haar familie met het oog op de adoptie of de pleegvoogdij.

De maximumduur van het opvangverlof bedraagt vier weken wanneer het opgenomen kind de leeftijd van drie jaar heeft bereikt en zes weken wanneer het kind deze leeftijd nog niet heeft bereikt.

De maximumduur van het opvangverlof wordt verdubbeld wanneer het opgenomen kind mindervalide is en aan de voorwaarden voldoet om kinderbijslag te genieten overeenkomstig artikel 47 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag van de loonarbeiders of artikel 26 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen.

Art. 20. Het opvangverlof met het oog op de adoptie of de pleegvoogdij wordt niet bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

HOOFDSTUK 5. — Bevallingsverlof en vaderschapsverlof

Art. 21. § 1. Het bevallingsverlof bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 2. De bezoldiging over de periode gedurende welke de vrouwelijke ambtenaar bevallingsverlof geniet, mag niet meer dan vijftien weken bestrijken of zeventien weken in geval van de geboorte van een meerling.

§ 3. De periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten zijn aan de zwangerschap gedurende de zes weken die vallen vóór de zevende dag welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat worden voor het bepalen van de administratieve stand van de vrouwelijke ambtenaar veranderd in bevallingsverlof.

Deze paragraaf is eveneens van toepassing op de periodes van afwezigheden wegens ziekte die te wijten zijn aan de zwangerschap gedurende de acht weken die, in geval van de geboorte van een meerling, vallen vóór de zevende dag welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat.

Art. 22. Wanneer de vrouwelijke ambtenaar het prenataal verlof heeft opgebruikt en de bevalling na de voorziene datum gebeurt wordt het prenataal verlof verlengd tot de werkelijke datum van de bevalling. Tijdens deze periode bevindt de vrouwelijke ambtenaar zich in bevallingsverlof.

In afwijking van artikel 21 is de bezoldiging verschuldigd.

Art. 23. Worden gelijkgesteld met werkdagen die tot na het postnataal verlof verschoven kunnen worden, de volgende afwezigheden gedurende de zes weken die vallen vóór de zevende dag welke aan de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat :

- 1° het jaarlijks vakantieverlof;
- 2° de in artikel 12 bedoelde feestdagen;
- 3° de in de artikelen 6, 7 en 34 bedoelde verloven;
- 4° het verlof om dwingende redenen van familiaal belang;
- 5° de afwezigheden wegens ziekte met uitsluiting van de afwezigheden bedoeld in artikel 21, § 3.

Art. 24. Zwangere of de borstgevende ambtenaren mogen geen overuren verrichten. Als overuren dienen, voor de toepassing van dit artikel, te worden beschouwd, alle werk bovenop 37u30 per week.

Art. 25. De ambtenaar die, in toepassing van de artikelen 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971 is vrijgesteld van arbeid, wordt ambtshalve in verlof gesteld voor de nodige periode. Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 26. Artikel 21 is niet van toepassing in geval van miskraam vóór de 181^e dag van de zwangerschap.

Art. 27. § 1. Als, op de datum van de bevalling, de moeder van het kind overlijdt of in het ziekenhuis wordt opgenomen, verkrijgt de vader van het kind op eigen verzoek een vaderschapsverlof om in de opvang van het kind te voorzien.

§ 2. In geval van overlijden van de moeder is de duur van het vaderschapsverlof ten hoogste gelijk aan de duur van het bevallingsverlof dat de moeder nog niet had opgebruikt.

De ambtenaar die de vader van het kind is en die het vaderschapsverlof wenst te genieten, stelt daar schriftelijk de overheidsinstantie waaronder hij ressorteert van op de hoogte binnen zeven dagen vanaf het overlijden van de moeder. De brief waarin hij dat doet, vermeldt de begindatum en de vermoedelijke duur van het vaderschapsverlof. Hij legt zo spoedig mogelijk een uittreksel uit de overlijdensakte van de moeder voor.

§ 3. In geval van hospitalisatie van de moeder, kan de ambtenaar die de vader van het kind is vaderschapsverlof krijgen onder de volgende voorwaarden :

- 1° de pasgeborene moet het ziekenhuis hebben verlaten;
- 2° de hospitalisatie van de moeder moet langer dan zeven dagen duren.

Het vaderschapsverlof kan niet aanvangen vóór de zevende dag volgend op de dag van de geboorte van het kind en wordt beëindigd op het ogenblik dat de hospitalisatie van de moeder ten einde loopt en uiterlijk op het einde van het gedeelte van het bevallingsverlof dat door de moeder nog niet was opgebruikt

De ambtenaar die de vader van het kind is en die het vaderschapsverlof wenst te genieten, stelt daar schriftelijk de overheid waaronder hij ressorteert van op de hoogte. De brief waarin hij dat doet vermeldt de begindatum en de vermoedelijke duur van het verlof. De verlofaanvraag wordt gestaafd met een getuigschrift dat de duur van de hospitalisatie van de moeder vermeldt bovenop de zeven dagen volgend op de datum van de bevalling en de datum waarop de pasgeborene het ziekenhuis heeft verlaten.

§ 4. Het vaderschapsverlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 28. De mannelijke ambtenaar heeft recht op vaderschapsverlof van tien dagen in de drie maanden volgend op de geboorte van het kind.

Het verlof wordt genomen per dag of per halve dag. Het wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

HOOFDSTUK 6. — *Verlof wegens ziekte of humanitaire reden*

Art. 29. Een ambtenaar kan een aanvraag doen tot dienstvrijstelling voor het ondergaan van geneeskundige onderzoeken die niet buiten de diensturen kunnen gebeuren.

De aanvraag moet met een doktersattest worden gestaafd.

Art. 30. De ambtenaar krijgt verlof naar aanleiding van het geven van :

1. bloed : één dag;
2. bloedplasma : een halve dag;
3. bloedplaatjes : één dag.

Dit verlof kan op de dag zelf of de dag nadien worden genomen. Per jaar kunnen maximaal vier werkdagen worden opgespaard.

De ambtenaar moet een bewijs kunnen voorleggen van het geven van bloed, plasma, of bloedplaatjes.

Art. 31. De ambtenaar verkrijgt een verlof voor het afstaan van beenmerg, organen of weefsels. Dit verlof wordt toegestaan voor een periode die met de duur van de hospitalisatie en van de herstelperiode overeenkomt. Met de duur van de voorafgaande geneeskundige onderzoeken kan eveneens rekening worden gehouden.

De aanvraag moet met een doktersattest worden gestaafd.

Art. 32. Wanneer de echtgeno(o)t(e) of de persoon met wie de ambtenaar samenleeft of een lid van het gezin, dat onder hetzelfde dak woont als de ambtenaar, wordt getroffen door een ziekte waarvan de ernst en de besmettelijkheid door de arts zijn vastgesteld, moet deze arts met de hoofdarts van het geneeskundig controlecentrum van de administratieve gezondheidsdienst, waaronder de ambtenaar ressorteert, contact opnemen, teneinde in onderlinge overeenstemming de meest geschikte preventieve maatregelen te bepalen met inbegrip van chimioprofylaxie en eventueel verlof.

Art. 33. De ambtenaar krijgt verlof naar aanleiding van :

1. het volgen van lessen aan de school bij het korps van de Civiele Bescherming;
2. het verrichten van prestaties als vrijwillige dienstnemer bij dit korps in vreedstijd.

Art. 34. Voorzover het niet onverenigbaar is met het belang van de dienst, kan de ambtenaar verlof krijgen van maximaal vijf werkdagen per jaar om mindervaliden en zieken te vergezellen of om andere humanitaire diensten te verrichten tijdens vakantiereizen en -verblijven in België of in het buitenland. Deze reizen of verblijven worden georganiseerd door een openbare instelling of een vereniging waarvan de opdracht erin bestaat de zorg voor mindervaliden, zieken en humanitaire acties op zich te nemen.

De verlofaanvraag moet worden gestaafd met een attest waarbij de vereniging of instelling verklaart dat de reis of het verblijf onder haar verantwoordelijkheid valt.

Art. 35. Het verlof wegens ziekte of humanitaire reden wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

HOOFDSTUK 7. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 36. De aan de gang zijnde verloven op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit blijven onderworpen aan de oude wetgeving, tot de aan de gang zijnde periode van afwezigheid is afgelopen.

Art. 37. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 38. Het Collegelid bevoegd voor Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit. Brussel, op 10 oktober 2002.

Voor het College :

F.-X. de DONNEA,
Collegelid belast met Ambtenarenzaken

E. TOMAS,
Voorzitter van het College

A. HUTCHINSON,
Collegelid belast met de Begroting